

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 2 (1995)

Heft: 2

Artikel: Du syntagme biographique au paradigme historiographique : validité méthodologique d'une étude de cas

Autor: Leonardis, Patrick de

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-7246>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DU SYNTAGME BIOGRAPHIQUE AU PARADIGME HISTORIOGRAPHIQUE: VALIDITÉ MÉTHODOLOGIQUE D'UNE ÉTUDE DE CAS

PATRICK DE LEONARDIS

QUELQUES PARAMÈTRES D'UNE ÉQUATION COMPLEXE

Non seulement «toute histoire est histoire contemporaine», mais encore «l'histoire est inséparable de l'historien». La pertinence de ces aphorismes devrait rendre intrinsèque l'application de l'approche biographique dans une étude d'histoire de l'historiographie. Étudier l'historiographie sans lui associer une démarche biographique apparaît tout aussi difficile que de penser l'Histoire en dehors des catégories du temps. La définition même de ce qu'on entend par *faire de l'historiographie* corrobore les propos de Benedetto Croce et de Henri-Irénée Marrou: cerner une pratique de l'histoire par des historiens *déterminés* à un moment *déterminé* de l'histoire et dans un contexte *déterminé*. En effet, l'historiographie trouve son explication dans l'histoire; et l'histoire de l'historiographie, si on lui ôte ses dimensions anthropologique et sociologique, perd la place qu'elle peut occuper comme chapitre de l'histoire culturelle, tombant alors dans son travers habituel: la chronique bibliographique.

Cet article expose quelques paramètres d'une équation complexe: la rencontre d'une aventure individuelle, en l'occurrence celle d'un historien vaudois du début du siècle, Paul Maillefer (1862–1929), avec une conjoncture, elle-même articulée autour de divers champs structurés (politique, économique, social, culturel), à savoir la société vaudoise autour de 1900. L'objectif de connaissance, la résolution de cette équation, est d'établir les modalités d'avènement au tournant du siècle, dans le canton de Vaud, d'une historiographie «positiviste», le courant historiographique dominant de l'époque, et «radicale», qui se développe pour l'histoire suisse avec des historiens comme Oechsli, Dändliker ou Dierauer¹ surtout.

La trajectoire personnelle de Paul Maillefer se caractérise par une spectaculaire émancipation sociale et intellectuelle qu'il doit autant à son activité d'historien qu'à une étonnante carrière politique initiée en parallèle au sein du parti radical. Modeste instituteur de province, il accède en quelques années au doctorat et au professorat, ainsi qu'à la municipalité de la capitale vaudoise. Il est l'auteur de la première thèse de doctorat défendue à la faculté des lettres de l'Université de

44 ■ Lausanne, *Le Pays de Vaud de 1789 à 1791* (1892), et le bénéficiaire d'une

chaire extraordinaire d'histoire suisse, spécialement aménagée pour lui par les instances académique et politique (1895). L'essentiel de sa contribution à l'historiographie vaudoise ne touche cependant pas la Haute Ecole lausannoise: il crée, en 1893, un mensuel de vulgarisation scientifique, la *Revue historique vaudoise*; une dizaine d'années plus tard, historiographe officiel du régime, il publie dans les circonstances festives du centenaire vaudois de 1903 une monumentale *Histoire du Canton de Vaud dès les origines*, et se fait élire président de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie qu'il a contribué à fonder. Auréolé par la notoriété acquise pendant les fêtes, il produit encore une série de manuels d'histoire à l'usage de l'enseignement secondaire (1905–1906), avant de quitter progressivement le champ historiographique pour poursuivre une ascension politique accélérée mais tronquée: syndic de Lausanne (1911–1921), député au Grand Conseil vaudois (1912–1929), conseiller national (1911–1929), candidat malheureux au Conseil fédéral (1919).²

L'activité historiographique de Maillefer se concentre ainsi sur une vingtaine d'années, entre 1890 et 1910 approximativement. Chacun des éléments constitutifs de celle-ci est à envisager comme un moment saillant d'une histoire particulière, et comme unité signifiante d'une rencontre individuelle avec un contexte spécifique. Car les enjeux d'une thèse de doctorat, ouvrage d'érudition, ne s'expliquent pas au moyen des mêmes critères que ceux nécessaires à la compréhension d'un ouvrage de vulgarisation écrit à l'occasion de fêtes patriotiques. Il en va de même entre un enseignement académique et la création d'un périodique ou d'une société à vocation populaire.

Le cadre restreint d'un article de revue imposant des choix *partem pro toto*, les pages qui suivent ne développeront que le premier paramètre opératoire de cette tranche de vie: la thèse de doctorat. Les implications, tant sur le plan biographique que sur celui de l'histoire des idées dans le canton de Vaud, d'une rencontre de vingt minutes, pendant sa période de genèse, entre son auteur et un conseiller fédéral permettront de soulever des questions relatives au statut de l'événementiel en histoire: peut-on élaborer une connaissance historique à partir d'un détail biographique? Comment articuler alors le temps court de la biographie avec les temporalités plus conséquentes des différentes histoires qui s'entremêlent pour former la conjoncture?

UN «ENTRETIEN D'UNE VINGTAINE DE MINUTES»

La thèse de doctorat qu'il défend en 1892 représente dans le *cursus honorum* biographique de Maillefer l'acquisition du symbole social d'appartenance à une élite intellectuelle et d'intégration aux structures institutionnelles. Elle est ■ 45

l'aboutissement d'un processus qui débute lorsqu'il décide, à vingt-deux ans, de quitter l'enseignement primaire et privé pour passer son baccalauréat et entreprendre une licence ès lettres à l'Académie de Lausanne. Son introduction dans le milieu académique et dans les réseaux de l'élite passe par Zofingue. L'adhésion de Maillefer en 1884 à cette association d'étudiants correspond à la première inscription de l'événementiel biographique dans une durée significative, le temps plus long de l'histoire d'un mouvement associatif qui a marqué de son empreinte le champ historiographique vaudois du XIXe siècle. Cette corporation d'étudiants, vivier du parti libéral-conservateur, a en effet constamment privilégié l'étude et la discussion de l'histoire comme source de son exaltation patriotique. Depuis sa création en 1819, la section vaudoise a permis l'éclosion de nombreuses vocations. Des historiens tels Louis Vulliemin (1797–1879), Juste Olivier (1807–1876), Frédéric Troyon (1815–1866), plus tard Charles Gilliard (1879–1944) qui en fera l'historique³, lui doivent leur engouement pour cette discipline. Maillefer aussi, avec en prime un sujet de thèse sur l'histoire de la révolution vaudoise. Les six ans de recherches dans les archives vaudoises et bernoises qu'elle lui coûte ne passent pas inaperçues dans le microcosme intellectuel du canton, puisqu'elles le précipitent dans le bureau d'un président de la Confédération. Comme on l'apprend dans une des rares confidences autobiographiques que Maillefer nous a laissées, la rédaction de sa thèse avait intéressé personnellement Louis Ruchonnet (1834–1893): «Ayant appris que je rassemblais des matériaux pour une histoire de la Révolution helvétique, il me fit dire, par un ami commun, qu'il aurait peut-être quelques renseignements à me fournir. Je fus aussitôt à Berne. Dans un entretien d'une vingtaine de minutes, M. Ruchonnet me fit une conférence complète sur les points essentiels de notre Révolution; et j'étais vraiment honteux de ma science de fraîche date, devant cette netteté de parole, ce profond sens de l'histoire et de la politique, cette ampleur de la pensée et cette largeur d'horizon».⁴ Quoi de plus événementiel que cette entrevue entre un vieux leader radical en mal de relève et un jeune doctorant en quête d'émancipation? Même si Maillefer ne livre ni le contenu, ni la date exacte de cet entretien, à situer probablement entre l'hiver 1890 et le printemps 1891, ces vingt minutes sont riches de potentialités explicatives pour la biographie et pour l'historiographie: personne ne sort indemne de la révélation du sens profond de l'histoire et de la politique! Et c'est à l'historien qu'il incombe d'émettre des hypothèses vérifiables quant aux conséquences probables de cet événement sur la carrière de Maillefer et d'établir les influences possibles des déclarations de Ruchonnet sur la production historiographique du jeune doctorant.

CE «PROFOND SENS DE LA POLITIQUE»

Sur l'axe linéaire de la trajectoire biographique, «ce profond sens de l'histoire et de la politique» semble provoquer une stupéfiante accélération de l'incorporation de Maillefer aux réseaux de l'élite. Ruchonnet l'initie à la franc-maçonnerie dans sa propre loge lausannoise, *Liberté*, et l'introduit dans le cénacle du parti radical. Gain direct: en 1891, un an avant d'avoir terminé sa thèse, il est déjà agrégé privat-docent d'histoire suisse à l'Université de Lausanne par son camarade de parti et chef du Département de l'instruction publique et des cultes, Eugène Ruffy (1854–1919); son doctorat en poche, il s'inscrit sur les listes électorales du parti radical et se fait élire, en 1893, au législatif communal; l'année suivante, il accède à la municipalité de la capitale vaudoise; une année encore et Marc Ruchet (1853–1912), successeur de Ruffy à la tête du DIPC et frère maçon, l'installe dans une chaire extraordinaire d'histoire suisse, ajustée sur mesure à ses disponibilités d'enseignement.

D'avantage qu'une succession de bénéfices à capitaliser pour l'individu, ces vingt minutes signifient l'immersion du singulier biographique dans un pluriel conjoncturel, un creuset d'histoires aux multiples temporalités, à savoir:

- de l'histoire sociale: une initiation à la franc-maçonnerie équivaut à l'entrée dans un réseau de recrutement et de clientélisme pour les élites politiques et administratives. L'histoire, elle aussi singulière, de la loge *Liberté* place cette dernière au cœur des débats politiques et culturels des années septante⁵; fondée en 1871 par Ruchonnet et Jules Eytel (1817–1873) pour protester contre la germanophilie affichée par les membres de la loge faîtière *Alpina* après la bataille de Sedan, elle est l'arrière-cour de la gauche radicale vaudoise, fédéraliste et ardemment francophile. Composée en grande partie d'intellectuels et d'enseignants, elle passe pour la «loge des professeurs»;

- de l'histoire politique: en adhérant au parti radical au début des années quatre-vingt-dix, Maillefer pénètre un espace politique en pleine crise. L'absence d'une stratégie cohérente et l'usure du pouvoir enfoncent le grand vieux parti dans l'affairisme et les scandales politico-financiers; en délicatesse avec son aile gauche, il s'apprête à vivre la douloureuse sécession socialiste d'Aloys Fauquez (1859–1901); à droite l'opposition agressive du parti libéral-conservateur, rival de la première heure, le force à composition; en bref l'épreuve du temps affecte le radicalisme de façon aiguë;

- de l'histoire culturelle et institutionnelle: au moment où l'émancipation intellectuelle de Maillefer atteint son terme social grâce à l'obtention du statut de «professeur» que la Haute Ecole seule peut décerner, l'Académie, près d'un demi-siècle après son démantèlement par la Révolution radicale de 1845, a aussi achevé, à sa manière, un long cheminement vers une émancipation. La loi ■ 47

du 10 mai 1890 entérine la création d'une université; mais sur bien des aspects, elle n'a que rebaptisé l'Académie. L'ouverture d'une faculté de médecine et la construction projetée du Palais de Rumine n'affectent en rien l'activité des autres facultés. C'est particulièrement vrai pour la faculté des lettres: les professeurs de l'Académie sont reconduits dans leurs fonctions; le programme d'enseignement proposé aux étudiants et les structures administratives ne subissent aucun changement fondamental. L'existence en Suisse de cinq institutions supérieures consacrées *Université* avait placé l'*Académie* de Lausanne en position d'infériorité. Sa transfiguration en université apparaît à la fois comme une volonté d'acquérir le statut de modernité et comme un palliatif au degré d'obsolescence que trahissait son ancienne dénomination. Lorsque Eugène Ruffy, à l'appui de son projet de loi, annonce qu'«en dehors de l'enseignement officiel, l'Université nouvelle ouvrira ses bras à quiconque voudra y faire des cours pourvu qu'il justifie de sa valeur et de ses capacités scientifiques»⁶, il affirme sans doute une volonté de diversifier et d'enrichir quantitativement et qualitativement l'enseignement de l'Académie pour qu'elle puisse être digne de sa nouvelle appellation. Toutefois, ces propos très libéraux, synonyme d'appel d'air pour Maillefer, révèlent aussi une inquiétude de gestionnaire: la relève que l'Académie ne s'est pas souciée de former. Effectivement, à l'inauguration de l'Université au printemps 1891, certaines chaires de la faculté des lettres sont occupées par d'alertes sexa- et septuagénaires. C'est le cas par exemple des détenteurs des chaires de latin, Jules Besançon, soixante ans, d'histoire, Jules Duperrex, soixante-six ans, de philosophie, Charles Secrétan, septante-six ans. A cette épineuse difficulté d'ordre gérontocratique s'ajoute le problème démographique de l'augmentation prévue du nombre d'étudiants impliquant un renforcement du corps professoral.

Maillefer et l'Université de Lausanne: coïncidence de deux nécessités ou recoupement de deux trajectoires aux temporalités différentes? Le hasard n'étant pas l'apanage structurel de l'histoire, l'événementiel biographique apparaît plutôt comme un point d'ancrage où convergent des histoires aux rythmes différents. Et il n'est pas illégitime de tenir les vingt minutes en question pour une sorte de déclencheur de cette dynamique d'élévation sociale. Mais comment se concrétisent-elles dans la thèse même?

CE «PROFOND SENS DE L'HISTOIRE »

*Le Pays de Vaud de 1789 à 1791, contribution à l'histoire de la Révolution helvétique*⁷ est une analyse de l'agitation révolutionnaire qui secoua les Vaudois

48 ■ à la suite des événements parisiens de l'été 1789. Etude d'histoire politique,

fondée sur une lecture attentive et critique de sources administratives pour la plupart inédites (correspondance entre autorités communales, rapports des baillis, etc.), ces quelque cent septante pages attestent d'un intérêt nouveau pour l'histoire contemporaine et témoignent d'une première percée du courant dit «positiviste» dans l'historiographie du canton; elles marquent une rupture épistémologique et idéologique importante dans le champ historiographique vaudois. En précisant dans son introduction que «les mémoires des contemporains ne montrent les événements que sous une face: ils contribuent à l'histoire, ils ne sont pas l'histoire elle-même»⁸, Maillefer jette en effet un pavé tout autant méthodologique qu'idéologique dans la mare des historiens qui ont gravité autour de la Société d'histoire de la Suisse romande depuis sa fondation en 1837.⁹ Il inscrit ainsi sa réflexion dans une diachronie historiographique à clarifier.

Durant la période qui fait l'objet de l'étude de Maillefer, les «patriotes» vaudois avaient plongé leur argumentation révolutionnaire dans les profondeurs de l'histoire. Contrairement à leurs homologues français qui n'éprouvaient guère de sympathie à l'égard des rémanences féodales, les Cart, Monod ou de La Harpe paraient de vertus les plus démocratiques le Moyen Age vaudois, ses franchises et ses libertés octroyées. En invoquant les anciens Etats de Vaud de l'époque savoyarde, ils cherchaient à légitimer leur combat contre la tutelle bernoise par un retour aux sources mythiques d'une indépendance politique annihilée lors de l'invasion de 1536. Après l'Acte de Médiation et le Pacte de 1815, les *Mémoires* et autres *Souvenirs* de ces révolutionnaires servirent de ferment idéologique à la fragile cohésion du nouvel Etat vaudois. En 1837, le plus actif de ces «patriotes», Frédéric-César de La Harpe (1754–1838) participait à la fondation de la Société d'histoire de la Suisse romande (SHSR) avec, parmi d'autres membres de l'élite intellectuelle locale, Charles Monnard (1790–1865), professeur de littérature à l'Académie, le théologien Louis Vulliemin, le poète Juste Olivier et Frédéric de Gingins-La Sarra (1790–1863). Associée à la florissante Académie et au régime libéral au pouvoir, la nouvelle société s'attela à l'étude presque exclusive du Moyen Age pour contribuer, comme Frédéric de Gingins-La Sarra le précise, «[à détruire] ce préjugé, déjà vieux, qui nous faisait croire que la liberté est un fruit nouveau qu'il n'est donné qu'aux générations modernes de connaître et de savourer, et que l'étude du passé ne tend qu'à ressusciter des distinctions et des privilèges abolis. Ceux qui demeurent imbus de cette prévention surannée, ignorent sans doute que le Moyen Age fut le berceau des franchises et de la nationalité des peuples modernes, et que nos meilleures institutions telles que la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile des citoyens, le rétablissement du jury, sont autant d'institutions dont le principe, quoique modifié dans son application actuelle, est néanmoins renouvelé du Moyen Age»¹⁰. L'évolution que le siècle des Lumières a fait subir aux notions ■ 49

d'Etat, de propriété, de loi, de justice est pourtant primordiale; mais le XVIII^e siècle ne fait pas partie des préoccupations historiques de cette génération dont l'engouement pour l'histoire doit beaucoup aux romans historiques de Walter Scott, qui ont trouvé un large écho en Suisse romande.¹¹ Par ailleurs, si le vocabulaire utilisé en la circonstance par Gingins-La Sarra permet d'identifier l'idéologie libérale-bourgeoise prédominant au sein de la classe dirigeante de l'époque, il n'en demeure pas moins qu'aux yeux de ce châtelain, des ecclésiastiques et des autres représentants de l'élite cultivée qui garnissent les rangs de la SHSR, le Moyen Age reste le berceau merveilleux d'une organisation sociale et politique idéalisée.

Les rares synthèses de l'histoire vaudoise élaborées dans le giron de ce lieu de sociabilité pour notables qu'incarne la «Romande», le deuxième volume du *Canton de Vaud* (1841) de Juste Olivier et l'*Histoire du Canton de Vaud* (1849–1852) d'Auguste Verdeil (1794–1856), illustrent bien cette tradition médiévisante. Entre ces deux publications, la Révolution radicale de 1845 a opéré sa cassure politique et culturelle, mettant fin à l'âge d'or de l'Académie libérale et balayant du pouvoir son élite intellectuelle. A la parution en 1852 du troisième tome de l'*Histoire du Canton de Vaud*, l'idéologue du radicalisme, Henri Druey (1799–1855), s'insurge contre les présupposés de cette conception du Moyen Age vaudois, dont Verdeil fait une ère de liberté, retrouvée à l'indépendance, et qu'il oppose aux siècles de servitude bernoise: «La réaction historique en faveur de la Savoie présente un côté très fâcheux. Que l'on rectifiât et complât ce que les historiens bernois et suisses avaient écrit de partiel et d'erroné, c'était la tâche de l'histoire, et il n'y a là rien que de bien. Mais faire l'apothéose d'un régime féodal, aristocratique, d'une Confédération de privilèges seigneuriaux, cléricaux et bourgeois, c'était aller beaucoup trop loin. [...] Je comprends que dans la lutte à vie ou à mort contre la domination bernoise, quelques patriotes vaudois aient exalté le bonheur dont le Pays de Vaud jouissait, dit-on, avant la soi-disant conquête; mais [...] on devra convenir que la réformation et l'incorporation du Pays de Vaud à la Suisse ont été un immense progrès, un premier affranchissement; que cette longue école de 265 ans a préparé le Canton de Vaud à devenir un Etat respectable de la Confédération suisse».¹² Implicitement, il souhaite un renouvellement idéologique de l'historiographie vaudoise, qui trouve un accomplissement préliminaire une quarantaine d'années plus tard dans la thèse de Maillefer. Et en effet, ce dernier relativise tout au long de son analyse la politique répressive du gouvernement bernois, présente avec ironie les années 1789 à 1791 comme une période où l'«on banqueta beaucoup. C'est une façon bien vaudoise de conspirer et la moins dangereuse»¹³, et affirme en conclusion de sa recherche qu'«à l'origine, le

50 ■ peuple vaudois, dans sa majorité, ne comprit pas la Révolution française, et

l'accueillit sans grand enthousiasme; [et qu'] à quelques rares exceptions près, les Vaudois ne songeaient point à changer de régime politique». ¹⁴ Il contredit par conséquent textuellement Olivier et Verdeil, et réoriente fondamentalement le jugement négatif porté par les historiens du XIXe siècle sur la période bernoise.

Cette thèse porte le germe nécessaire à la réalisation de l'appel de Druey, c'est-à-dire la construction d'une histoire vaudoise s'intégrant à l'histoire suisse grâce à la conquête bernoise, s'affranchissant graduellement en 1798 et 1803, et s'épanouissant de manière définitive dans les révolutions cantonale de 1845 et fédérale de 1848. Le jeune docteur ès lettres devra attendre dix ans et l'explosion historiographique caractérisant le centenaire vaudois de 1903 ¹⁵ pour mener l'entreprise à son terme dans l'apologie du régime radical que représente son «chef d'œuvre» d'historien: l'*Histoire du Canton de Vaud dès les origines*.

Le Pays de Vaud de 1789 à 1791 ne serait-il donc pas le premier aboutissement de ce «profond sens de l'histoire et de la politique»? Ruchonnet aurait alors effectué une jonction symbolique entre Druey et Maillefer. Envisagé de la sorte, cet entretien d'une vingtaine de minutes libère la biographie du cadre contraignant de l'unité biologique et de la linéarité chronologique pour lui permettre d'entrer en résonance avec l'histoire de l'historiographie vaudoise au XIXe siècle.

DU SYNTAGME AU PARADIGME

L'œuvre de Maillefer a depuis longtemps disparu de la mémoire référentielle de l'historiographie vaudoise. Cent ans après sa rédaction, cet ouvrage, comme le reste de sa production, est dépassé, malgré l'avancée incontestable qu'il signifie pour la compréhension de la Révolution vaudoise. Faut-il justifier sa péremption par la simple et naturelle usure du temps? Probablement que d'autres facteurs, sur lesquels il serait intéressant de se pencher un jour, ont contribué à accélérer le processus. Que les Vaudois n'étaient pas en mesure de remettre en cause la domination bernoise, et surtout qu'ils n'en avaient absolument pas l'intention, au moment où l'Ancien Régime s'effondrait en France, est un acquis de l'historiographie vaudoise contemporaine; et attribuer la paternité de cette connaissance à qui de droit est finalement de peu d'intérêt. Pourquoi alors relire aujourd'hui Maillefer? Pour les mêmes raisons qui font que l'*Histoire de la Révolution française* de Michelet intéresse toujours l'historiographie française après les travaux de Soboul ou de Furet: elle représente un extraordinaire témoignage sur l'histoire des idées en vogue au moment de sa rédaction. Comme le dit Henri-Irénée Marrou, le temps transforme tout discours sur l'histoire en document sur l'historien lui-même, son milieu et son temps. ¹⁶

Cela dit, quelle est la validité méthodologique de l'approche de la biographie et de l'historiographie proposée ici? Construire formellement une connaissance par rapport à un épisode biographique, même si on n'en connaît ni la date précise, ni la teneur, isoler un «accident» dans la succession d'événements qui constitue la surface de la biographie, et investir artificiellement ces quelques instants d'une signification dont les acteurs de la scène n'avaient pas conscience, c'est faire de cette rencontre purement contingente, d'une part une borne-témoin qui balise la biographie, d'autre part une mise en abîme de l'histoire. La biographie n'est dès lors plus conçue comme un long *syntagme*, soit un enchaînement linéaire d'éléments-événements qui s'emboîtent de la naissance à la mort dans un flux strictement chronologique, et dont seul l'ensemble de tous les constituants formerait le sens ultime; ce qui équivaldrait à tomber, pour reprendre une expression à la mode dans les milieux sociologisants, dans l'idéologie ou l'illusion biographique. Elle se présente plutôt comme un espace temporel, où les événements se succédant dans l'axe linéaire et syntagmatique deviennent autant de points de substitution entre l'individu et l'histoire et permettent d'échafauder de véritables *paradigmes* de connaissances, c'est-à-dire des virtualités d'appréhension du contexte englobant. Il s'agit bien d'une équation, dont la complexité sera véritablement résolue lorsque la trajectoire personnelle aura trouvé *une* cohérence (et non pas *la* cohérence) et lorsque le contexte englobant aura pu être établi; mais elle ne sera opérationnelle que si la variable biographique est considérée comme un tout organique constitué d'une multiplicité de mises en relation fonctionnelles, et la variable contextuelle comme le point d'intersection d'histoires polychroniques et polyrythmiques. Entre autres questions méthodologiques soulevées par cette équation au cours de son élaboration, la gestion des diverses temporalités qu'elle implique – l'enchevêtrement du temps biographique, temps court de l'événementiel par excellence, et des temps aux rythmes plus lents des champs constitutifs de la conjoncture – n'est pas la moins déroutante. L'axe linéaire du temps devient de surcroît un obstacle conceptuel à surmonter, si l'on veut rendre compte à la fois des perspectives biographiques et contextuelles.

Notes

- 1 Wilhelm Oechsli (1852–1919), auteur de *Die Schweiz in 19. Jahrhundert* (1903–1913); Karl Dändliker (1849–1910), auteur de *Geschichte der Schweiz* (1884–1887); Johannes Dierauer (1842–1920), auteur de *Geschichte der Schweizerischen Eidgenossenschaft* (1887–1917).

- 52 ■ 2 Cf. Patrick de Leonardis, «Paul Maillefer, fondateur de la *Revue historique vaudoise* et

- politicien controversé, une approche bio-historiographique», *Revue historique vaudoise* (1993), 11–58.
- 3 Charles Gilliard, *La Société de Zofingue 1818–1918*, Lausanne 1919.
 - 4 Paul Maillefer, «Louis Ruchonnet», *Revue historique vaudoise* 2 (1894), 54–55.
 - 5 Cf. Gilbert Jomini, *Loge maçonnique: Liberté, 1871–1971*, Lausanne 1971 et *Catalogue des francs-maçons suisses 1910–1911*, deuxième partie comprenant toutes les Loges sauf celles de Genève, Genève 1912.
 - 6 *Bulletin des séances du Grand Conseil*, 1890. Projet de loi sur l'instruction publique supérieure. Exposé des motifs, 6.
 - 7 Paul Maillefer, *Le Pays de Vaud de 1789 à 1791, contribution à l'histoire de la Révolution helvétique*, Lausanne 1892.
 - 8 Paul Maillefer, *Le Pays de Vaud de 1789 à 1791*, II.
 - 9 Cf. Gilbert Coutaz et Jean-Daniel Morerod, «Les débuts de la Société d'histoire de la Suisse romande (1837–1855): contribution à l'historiographie du Canton de Vaud» *Equinoxe* 10 (1993), 23–43.
 - 10 Cité par Charles Gilliard, «Notice historique sur la société», *Centenaire de la Société d'histoire de la Suisse romande 1837–1937*, MDR, 2e série, tome XVI, Lausanne 1937, 162–163.
 - 11 Cf. Guy Saudan, «Les historiens suisses romands et le roman historique de Walter Scott», *Etudes de lettres* IV 2 (1979), 94–103.
 - 12 *Bulletin de l'Institut national genevois*, V (1857), 111.
 - 13 Paul Maillefer, *Le Pays de Vaud de 1789 à 1791*, 151.
 - 14 Paul Maillefer, *Le Pays de Vaud de 1789 à 1791*, 168. A comparer avec Juste Olivier, *Le Canton de Vaud, sa vie et son histoire*, Lausanne 1978 (rééd. de l'éd. de 1938), 2, 1192–1197 et Auguste Verdeil, *Histoire du Canton de Vaud*, Lausanne 1854, 3, 157.
 - 15 Cf. Patrick de Leonardis, «Les origines de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie: le centenaire vaudois de 1903 ou l'Histoire en()jeu», *Equinoxe* 10 (1993), 45–62.
 - 16 Henri-Irénée Marrou, *De la connaissance historique*, Paris 1975 (1ère éd. 1954), 275.

ZUSAMMENFASSUNG

VOM SYNTAGMA DER BIOGRAPHIE ZUM HISTORIOGRAPHISCHEN PARADIGMA: EINE METHODOLOGISCHE FALLSTUDIE

Auf den untrennbaren Verbindungen des Individuums mit seinem Werk beruht auch eine der Konstruktionen, mit denen die Biographie zur Historiographie in Beziehung gesetzt wird. Kann man aber daraus folgern, die generelle Interessenlage einer Epoche könne durch die Analyse eines Lebenslaufes und -werkes erfasst werden? Eine positive Antwort bedeutete, dass es möglich sei, einen kurzen ereignisgeschichtlichen Abschnitt (die Biographie) so darzustellen, dass darin auch sozial- und geistesgeschichtliche Perspektiven der «longue durée», welche die zeitlichen Grenzen einer Generation sprengen, mit einbezogen würden.

Der vorliegende Beitrag hat zum Ziel, diese Problematik anhand einer Fallstudie zu erläutern. Ausgangspunkt bildet die kurze Begegnung zwischen einem ■ 53

angesehenen Bundesrat (Louis Ruchonnet 1934–1893) und einem jungen Waadtländer Historiker (Paul Maillefer 1862–1929). Gezeigt werden dann die Auswirkungen dieser Begegnung sowohl auf die individuelle Lebensgestaltung des jungen Mannes wie auch auf die Entwicklung der Historiographie in der Waadt. Diese heterogene Folge von «Auswirkungen», die der Biograph in der Regel zur Konstituierung seines Objekts benutzt, wird nun gewissermassen als Sammlung symbolischer Chiffren für eine weitergehende Interpretation zusammengestellt. So wird in der Schlussfolgerung die zeitliche Abfolge der biographischen Elemente – in Anlehnung an Methoden der Linguistik – wie ein Syntagma gelesen, um so den Paradigmen des allgemeinen Kontextes auf die Spur zu kommen.

(Übersetzung: Hans Ulrich Jost)